



Jouer collectif au service de l'intérêt général

Les hystériques sont de retour !

Cela ne ferait pas un peu longtemps que l'on n'a pas parlé spécifiquement des hommes dans GouvX ? Eh bien désolé mais ça ne sera toujours pas pour cette fois. Veuillez nous excuser mais on tient à passer le **test de Beschdel**.

Vous connaissez désormais la rengaine, **l'égalité entre les femmes et les hommes a été nommée en 2017, Grande cause du quinquennat** du président de la République et a été renouvelée en tant que telle suite aux élections de 2022.

Tous les ans, nous nous intéressons donc aux **grandes problématiques que le sexisme engendre** dans la société. Et comme chaque année, le **Haut Conseil à l'Égalité (HCE)** a publié en janvier, son nouveau **rapport sur l'état des lieux du sexisme en France**.

En 2025 déjà, un constat sans appel sous la forme d'une alerte avait été lancé : la société française se polarise de plus en plus entre les femmes et les hommes. Les unes sont de plus en plus féministes, tandis que les autres, notamment les plus jeunes, **sont au contraire de plus en plus sexistes**.

En 2026, le sujet principal reste dans la même veine puisque le HCE se concentre sur **l'émergence et la montée en puissance des réseaux masculinistes**, fer de lance de ce nouveau sexisme qui concerne de plus en plus de jeunes (et moins jeunes) garçons.

Outre le HCE et le masculinisme, diverses études mettent également en avant les inégalités et les contraintes auxquels les femmes font face dans leur quotidien : dans **l'accès au soin** et à la **maternité**, dans la **vie de famille et professionnelle**, etc.

Tant de sujets qui vont, une nouvelle fois, animer notre année ! Alors à nos tabliers, **allons battre les inégalités de genre en neige**.

Bienvenue dans ce nouveau numéro de GouvX, la lettre d'information qui décrypte les meilleures campagnes où les acteurs unissent leurs forces au service de l'intérêt général.

La culture de l'égalité : des jeunes pousses à surveiller



Le HCE a donc publié son rapport annuel qui met en avant la **menace masculiniste**, ultra-présente sur les réseaux sociaux et dont la montée en puissance doit alerter la société.

Ce qui nous a interpellé :

- les discours sont diffusés massivement sur TikTok, Discord ou X, avec un effet renforcé chez les **jeunes hommes** ;
- les **discours violents, parfois jusqu'à l'apologie du viol ou du meurtre** se sont banalisés et participent de l'influence des jeunes.

Le masculinisme est d'ailleurs dorénavant, considéré comme **une menace à l'ordre public et un enjeu de sécurité nationale**.

Un exemple très concret des actions menées par les adeptes de cette parole : **la saturation par des appels malveillants du 3919**, ligne d'écoute destinée aux femmes victimes de violences.

Voici donc un rappel des outils à disposition des victimes :

- 3919 : numéro destiné aux femmes victimes de violence ;
- **arretonslesviolences.gouv.fr** ;
- 3977 : numéro destiné aux personnes victimes de malveillance ;
- 08 00 05 95 95 : Viol Femmes Info ;
- **PNAV** : Plateforme d'accompagnement des victimes.

Vous souhaitez relayer ces outils ? Prenez contact avec nous en cliquant sur **lien suivant** ou en nous écrivant sur **partenariats.sig@pm.gouv.fr**.

Lutte contre les violences faites aux femmes : retour sur notre partenariat avec L'Étudiant et En avant toute(s)



En novembre dernier, à l'occasion de la **journée internationale pour l'élimination des violences à l'égard des femmes**, le Gouvernement s'est associé avec **L'Étudiant** afin de tenir un stand dédié à la notion du **consentement** lors du **Salon européen de l'éducation**.

Pourquoi un salon de l'éducation ? Car c'est un lieu où se retrouvent nombre d'étudiants de demain. En effet, **24 % des étudiantes déclarent avoir subi au moins une tentative d'agression sexuelle, une agression sexuelle, une tentative de viol ou un viol** (selon une étude de la **MILDECA conduite en lien avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche**).

C'est pour répondre à cet enjeu et en partenariat avec l'association **En avant toute(s)**, que pendant trois jours, des intervenants se sont succédé pour **sensibiliser les futurs étudiants aux inégalités de genre** à l'aide de jeux ludiques et de ressources pour toutes et tous.

On en profite pour vous renvoyer vers la nouvelle campagne de l'association, **20 ans l'âge de grandir, pas de survivre**.

Un grand merci à **L'Étudiant** et à **En avant toute(s)** pour leur accompagnement !



3 Questions à Yoann Fleuriel

Directeur des Relations Institutionnelles pour L'Étudiant

Selon vous, pourquoi le Salon européen de l'éducation était-il un événement plus qu'adapté à la campagne « Consentement » ?

Ce rendez-vous s'adresse à des futurs étudiants en recherche de réponses pour réussir au mieux leur orientation dans l'enseignement supérieur et leur insertion professionnelle. Ils sont à un âge pivot où ils basculeront prochainement dans l'autonomie et dans une nouvelle vie d'adultes. Aussi, la question du consentement prend tout son sens ! Ils seront les futurs acteurs de la vie étudiante, associative... les professionnels de demain et ceux qui porteront les valeurs de notre société. Les sensibiliser dès maintenant aux questions d'égalité, de mixité et de consentement revêt donc une importance considérable pour faire perdurer ces valeurs.

Trois mots pour décrire notre collaboration :

La confiance, dans des valeurs portées conjointement et sur notre capacité à communiquer auprès des jeunes par un ton et des canaux adaptés à leur génération. **L'écoute**, pour que les opérations déployées dans le cadre de notre collaboration s'inscrivent parfaitement dans la stratégie de Toutes et tous égaux. **L'agilité**, pour faire évoluer nos dispositifs et nos canaux de communication au fur et à mesure de nos travaux et réflexions communes.

Comment L'Étudiant s'engage-t-il, par ailleurs, sur le sujet de l'égalité entre les femmes et les hommes ?

Depuis plus de 50 ans, L'Étudiant en tant que média d'information sur l'orientation scolaire et professionnelle, s'attache à ce que tous les jeunes, quels que soit leur genre, leurs origines géographiques ou sociologiques, bénéficient de la même qualité d'information pour construire sereinement leur avenir. En nous associant à de nombreux partenaires (Elles bougent, Femmes@Numérique, Job Irl...) nous valorisons la place des filles dans des filières où elles sont malheureusement trop minoritaires et les engageons à explorer tous les possibles. Notre ambition est celle-ci : que chaque jeune détermine son projet de formation et son avenir professionnel selon ses goûts et ses envies.

Votre succès, notre prochaine histoire !

Au Service d'information du Gouvernement, nous croyons en la force de la collaboration et en l'impact des partenariats authentiques.

Devenir **partenaire de l'État**, c'est non seulement valoriser vos engagements de manière créative et innovante, mais aussi intégrer une communauté d'acteurs mobilisés.

Tentant n'est-ce pas ? Alors cliquez ci-dessous pour retrouver tous nos appels à manifestation d'intérêt

[Devenir partenaire de l'État](#)

Promouvoir la plateforme du ministère de la Justice, Je suis victime

Le ministère de la Justice renforce son action pour l'information et la protection des victimes avec le **lancement de son nouveau portail de référence et visible** outil d'information privilégié à destination des personnes victimes, **Je suis victime**.

Ce nouvel outil a pour objectif de **permettre aux citoyens de s'informer et d'être orientés dans leurs démarches avec la Justice**, mais aussi de saisir la Justice de façon **dématérialisée** pour certaines procédures et de **suivre son affaire en ligne** depuis un espace sécurisé.

Accessible à tous, il permet de **mieux comprendre les formalités à entreprendre, les droits reconnus aux victimes et les aides disponibles** tout au long du parcours judiciaire.

La campagne de communication est toujours en cours, alors si vous souhaitez vous engager : cliquez **ici**.



Retour sur la campagne des ministères sociaux sur la lutte contre les violences faites aux enfants

Alors que 58 % des Français estiment que **parler des violences faites aux enfants est encore tabou**, le ministère du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Families a réactivé fin 2025 **une campagne visant à faire connaître le 119**, numéro national d'appel et site internet de l'enfance en danger, pour **inciter les adultes à agir**.

L'objectif : **accompagner concrètement le passage à l'action**, en rappelant qu'il n'est pas nécessaire d'avoir de certitudes ou de preuves pour agir : un doute, une inquiétude, un signal faible suffisent.

Un grand merci à nos partenaires sur cette campagne : la **Fédération française de football**, la **Fédération française de tennis**, Grand-mercredi, Grands-parents footbills, l'**Union nationale des centres communaux d'action sociale**, la **Fédération d'éducation physique et gymnastique volontaire** et **Louie Média**.



On vous a transféré ce numéro ?

Inscrivez-vous à la liste pour recevoir le prochain GouvX directement dans votre boîte de réception.

